

Charles Michel dénonce «la loi du plus fort» à la tribune des Nations unies

LE RÉSUMÉ

Charles Michel s'est opposé avec force à la doctrine Trump, jeudi, lors de son discours devant l'assemblée générale de l'ONU.

Le Premier ministre a plaidé pour le multilatéralisme et la coopération entre les États, plutôt que de recourir à la force.

Son discours était très attendu, la Belgique occupant dès janvier un siège au Conseil de sécurité.

ture de cette 73^e assemblée de l'ONU. «Mettre l'être humain au centre. Baser l'ordre international sur les règles. C'est cela qui doit former le moteur du multilatéralisme», a-t-il déclaré devant les représentants de 130 États présents à New York sur les 193 membres des Nations unies.

Charles Michel s'est inscrit dans la ligne défendue par le président français Emmanuel Macron. «Le multilatéralisme, ce n'est pas un concept creux, vide de sens. Bien au contraire. C'est une conviction», a-t-il insisté, prônant «le dialogue sans relâche, y compris avec ceux dont nous ne partageons pas spontanément le même point de vue».

La doctrine Trump? «Une illusion!»

Le premier ministre a détaillé les défis auxquels le monde fait face, dans un discours aux accents politiques très marqué, à la veille d'importantes échéances électorales en Belgique. «Ces défis ne connaissent pas de frontières. Développement, lutte contre le terrorisme, changements climatiques... Aucun pays seul, quelle que soit sa puissance économique ou politique, ne pourra durablement les surmonter», a-t-il dit.

Il a vanté les mérites des accords de libre-échange comme le Ceta, «conclu avec de nombreuses résistances y compris dans mon propre pays», qui amènent «plus de protection sociale».

Aux provocations de Donald

Trump et aux gifles distribuées par le bouillant président américain à la Chine, à l'Iran et la Russie, Charles Michel a répondu par un appel à la coopération.

Lors de son discours prononcé mardi dernier, Donald Trump avait prôné l'addition de 193 souverainetés au lieu de la coopération internationale. «C'est une illusion! C'est d'ailleurs la même illusion que celle selon laquelle la main invisible du marché entraînerait spontanément, par magie, progrès et bien-être partagé. Le capitalisme a besoin de règles. L'humanité aussi», a répliqué Charles Michel.

Point par point, il a retourné les arguments de Donald Trump en faveur des relations bilatérales fondées sur la loi du plus fort. «Le multilatéralisme est le seul chemin pour éradiquer la pauvreté, pour mettre les terroristes hors d'état de nuire, ou encore pour préserver les ressources de notre planète», a-t-il ajouté.

«La Belgique sera à la hauteur»

Donald Trump a dénoncé les accords de Paris et ceux sur le nucléaire avec l'Iran? La Belgique contre-attaque. «Mon pays regrette que des accords internationaux, fruits de négociations âpres et intenses, puissent être brusquement, unilatéralement jetés aux orties», a dit le Premier ministre. «La confiance et la coopération entre les nations souveraines supposent le respect de la parole donnée et

VINCENT GEORIS
À NEW YORK

«L'Histoire a toujours montré que la loi du plus fort ne protège aucun peuple», a déclaré le Premier ministre belge Charles Michel jeudi à la tribune de l'ONU, adressant un avertissement au président des États-Unis Donald Trump et à sa doctrine fondée sur le patriotisme et la force.

Le Premier ministre s'est opposé au nationalisme exacerbé affiché par Donald Trump depuis l'ouver-

«L'Histoire a toujours montré que la loi du plus fort ne protège aucun peuple.»

CHARLES MICHEL
PREMIER MINISTRE BELGE

l'exécution des engagements pris».

«La Belgique a été élue membre non permanent au Conseil de sécurité pour les deux prochaines années. Nous entendons être à la hauteur de cette marque de confiance», a martelé Charles Michel. «Nous veillerons à multiplier les dialogues avec l'ensemble des acteurs.»

Le Premier ministre a appelé à éviter l'enlisement des conflits, à la prévention plutôt que l'intervention. *«La présence de Casques bleus sur le terrain ne peut pas devenir le paravent complice de la résignation politique», a-t-il dit. «Nous axerons notre mandat au Conseil de sécurité sur la protection des plus vulnérables dans les conflits armés. La protection des civils, spécialement des enfants», a poursuivi Charles Michel.*

Évoquant le conflit israélo-palestinien, il s'est prononcé en faveur *«de la solution à deux états indépendants vivant en paix, côte à côte, avec Jérusalem comme capitale partagée».*

Les climatosceptiques? «Des entêtés»

Charles Michel a plaidé pour un partenariat nouveau avec l'Afrique. *«Je lance un appel vibrant pour une alliance sacrée Afrique Europe. Une alliance solide et durable pour le développement de nos deux continents», a-t-il dit. Son ambition pour l'Afrique? «Un accord très ambitieux de libre-échange, de continent à continent».*

Pas un mot, toutefois, sur l'élection présidentielle au Congo.

Le Premier ministre s'est aussi attaqué aux climatosceptiques, appelant à une lutte plus forte contre les changements climatiques. *«L'entêtement de certains à nier la réalité des changements climatiques est du même ordre de l'entêtement de ceux qui hier niaient que la terre était ronde», a-t-il lancé.*

Sur le volet migratoire, Charles Michel s'est attaqué aux trafiquants, et aux extrêmes de gauche et de droite qui *«récupèrent»* la question migratoire.

«Les extrémistes et les trafiquants d'êtres humains, en fait, sont dans le même sac. Ils instrumentalisent et alimentent la question migratoire», a-t-il dénoncé. «Pour les uns, à des fins électorales et politiques. Pour les autres, à des fins basement financières». M. Michel a rappelé que la Belgique a accueilli 45.000 réfugiés ces trois dernières années. Il a toutefois insisté sur la nécessité de *«retours collectifs».*

Au même moment, en Belgique, l'Office des étrangers, sous la tutelle du secrétaire d'État à l'Asile Theo Francken (N-VA), refusait d'exécuter la demande du Comité des droits de l'enfant des Nations unies de libérer une famille serbe enfermée au 127 bis à Steenokkerzeel.

«Le droit et l'ordre plutôt que la violence. La tolérance plutôt que l'égoïsme. La connaissance plutôt que l'obscurantisme. Le respect de l'autre plutôt que la haine. Voilà le credo de mon pays», a conclu le Premier ministre.